Étant en possession d’importantes informations sur le processus électoral actuel en République Démocratique du Congo et sur le trucage prévu lors du scrutin présidentiel de 2016 où certains, aux États-Unis et dans la région des Grands Lacs, ont déjà choisi le futur le président de la RDC, j’ai été contactée par des Congolais qui souhaitaient que j’aide à dénoncer cette mascarade, comme je l’avais déjà fait il y a plusieurs années au moment de la publication du rapport des Nations Unies de 2001 sur le pillage du Congo.

Je rappelle qu’à l’époque, j’avais communiqué plusieurs documents bancaires et autres preuves en ma possession aux enquêteurs de l’ONU. Connaissant donc mon engagement en faveur du respect des droits humains et de la souveraineté de la RDCongo lorsque je siégeais au Congrès américain, des Congolais sont venus me voir espérant que je pourrais à nouveau contribuer à rendre publiques des informations majeures sur la RDC. J’ai donné mon accord de principe pour cette action mais j’ai été surprise d’apprendre, dans un document diffusé sur internet et visant manifestement à nuire à ma réputation, que j’étais prête à faire du lobbying en faveur du gouvernement congolais alors que je n’ai jamais eu d’atomes crochus avec le régime de Kinshasa.

Vu la façon dont ce document est formulé et la vitesse avec laquelle il a été publié sur les réseaux sociaux, cela me donne surtout l’impression que soit quelqu’un a cherché à me salir soit que j’ai été victime d’un traquenard. Dans tous les cas, si je m’exprime publiquement sur cette affaire, c’est pour dire qu’ayant toujours demandé la vérité sur l’assassinat de Patrice Lumumba, celui de Laurent-Désiré Kabila et sur tous les crimes commis contre le peuple congolais, je ne peux pas tolérer que mon nom soit associé à des basses manœuvres politiciennes qui visent à défendre le régime de Kinshasa ou à spolier le peuple congolais qui souffre depuis plus de soixante ans de violence et d’injustice.

Je rassure tous les Congolais sur le fait que je n’ai touché aucun centime du gouvernement de Kinshasa et que je n’ai jamais touché un centime pour tout ce que j’ai fait jusqu’ici pour la République Démocratique du Congo. Je vais soumettre cette affaire à mon avocat pour savoir quelle suite lui donner.

Ceux qui espèrent par ces actes indélicats m’empêcher de défendre le droit du peuple congolais à l’autodétermination, à la vérité et à la justice se trompent. J’aiderai de vrais patriotes Congolais déterminés à sortir leur pays de l’impasse, de l’occupation étrangère et du pillage dont il est, aujourd’hui encore l’objet.